



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA NIÈVRE

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

VISITE D'INSPECTION DU 4 OCTOBRE 2019

BIOSYLVA SAS – COSNE-COURS-SUR-LOIRE

n° chrono : 58-20/200011

Exploitant : BIOSYLVA SAS		Date de l'inspection : 4 octobre 2019
Commune :	58200 COSNE-COURS-SUR-LOIRE	Régime : A
Activités :	Production de granulés bois	Priorité : Autre
		Type : Approfondie Suivi mise en demeure
Liste des installations inspectées : bureaux, bassins de confinement, ESP		
Thèmes – Attribut S3IC : eau, équipements sous pression, déchets, air.		
Référentiel de l'inspection : <ul style="list-style-type: none">• Arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 septembre 2019 (APMD)• Arrêté préfectoral n° 2012-P-1103 du 6 juillet 2012 autorisant la société BIOSYLVA à exploiter une installation de fabrication de granulés de bois sur le territoire de la commune de COSNE-COURS-SUR-LOIRE (APA)• Code de l'environnement• Arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pressions simples (AM ESP)		
Personne(s) rencontrée(s) : <ul style="list-style-type: none">• Responsable Sécurité-Environnement• Directeur		

Synthèse de l'inspection :

La société BIOSYLVA exploite depuis 2014 une unité de fabrication de granulés de bois sur son site de Cosne-Cours-sur-Loire.

Suite à l'inspection du 27 mai 2019, la société a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 2 septembre 2019 de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2012. La visite d'inspection du 4

Unité interdépartementale Nièvre/Yonne
Antenne de Nevers

40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr

octobre 2019, objet du présent rapport, a pour objectif de faire un suivi des différents points de la mise en demeure.

Il s'avère qu'un certain nombre de non-conformités concernées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD), dont le délai est désormais échu, ont été remis en conformité par l'exploitant, à savoir le capotage du convoyeur TR2H, l'auto-surveillance des rejets atmosphériques, les mesures de bruit, le plan des stockages, le stockage des produits chimiques sur rétention. Concernant la mise à jour de l'étude de dangers et l'évaluation des risques sanitaires, l'exploitant a signé les devis du cabinet d'études en date du 2 octobre 2019.

Concernant le point majeur de l'APMD, celui-ci est satisfait. Il concerne la mise en conformité des équipements sous pression (ESP) du site. L'exploitant a transmis à l'inspection, par mail du 12 décembre 2019, le dernier rapport de vérification des équipements sous pression. Celui-ci indique que les 8 ESP ont fait l'objet d'une visite périodique et qu'ils peuvent être maintenus en service.

L'inspection des installations classées rappelle que le maintien en service des ESP non conformes se fait sous l'entière responsabilité du chef d'établissement.

À la demande de l'exploitant, l'inspection accepte d'octroyer un délai supplémentaire pour la transmission du porter-à-connaissance. En conséquence, l'exploitant devra transmettre le document au plus tard le 2 avril 2020.

Propositions de l'inspection :

- lettre à l'exploitant

Liste des documents établis suite à la visite :

- annexe : rapport détaillé,
- lettre à l'exploitant.

Date : 8 janvier 2020

Le rédacteur	Le vérificateur et l'approbateur
<p style="text-align: center;"><i>signé</i></p> <p style="text-align: center;">L'inspectrice de l'environnement, Adjointe à la responsable de l'unité interdépartementale Nièvre/Yonne</p>	<p style="text-align: center;"><i>signé</i></p> <p style="text-align: center;">L'inspectrice de l'environnement, Responsable de l'unité interdépartementale Nièvre/Yonne</p>

Annexe : rapport détaillé

Personnes rencontrées / fonctions :

- responsable adjoint HSE & maintenance depuis 2017
- directeur

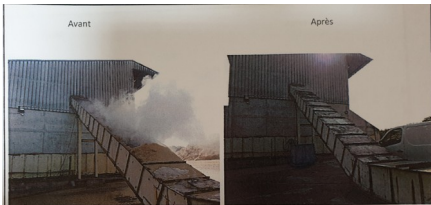
Inspection : inspectrice de l'environnement (spécialité installations classées)

PRÉSENTATION SUCCINCTE DE L'INSTALLATION INSPECTÉE


La société BIOSYLVA exploite depuis 2014 une unité de fabrication de granulés de bois sur son site de COSNE-COURS-SUR-LOIRE. L'entreprise compte 30 salariés.

Suite à l'inspection du 27 mai 2019, la société a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure, signé en date du 2 septembre 2019.

SUIVI DE L'APMD DU 2 SEPTEMBRE 2019

Référence de l'article <i>Dispositions de l'article à respecter</i>	Délai à compter de la notification du présent arrêté	Commentaires
3.1.5 : « Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. »	3 mois, soit le 02/12/2019	Le convoyeur TR2H a été capoté. 
8.2.1 et 8.2.1.1 : Conditions minimales de surveillance des rejets atmosphériques des installations. « L'installation doit être pourvue d'un appareil de contrôle permettant une évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets (opacimètre par exemple) ».	15 jours, soit le 19/09/2019	La société SOCOTEC est intervenue pour effectuer des mesures de poussières. L'exploitant est en attente des résultats. Par ailleurs, par rapport au dossier initial, l'exploitant a préféré mettre en place un filtre électrostatique par voie humide. Ce dispositif n'est pas compatible avec un opacimètre. L'exploitant devra préciser dans son porter-à-connaissance la chaîne de production avec l'ensemble des matériels installés à ce jour.
6.2.1 : Valeurs limites d'émergence des niveaux sonores	2 mois, soit le 02/11/2019	Contrôles réalisés les 3 et 4/10/19.

Référence de l'article Dispositions de l'article à respecter	Délai à compter de la notification du présent arrêté	Commentaires
<p>2.6.1 et 7.1.2 :</p> <p>« L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant (...) les plans à jour, (...) »</p> <p>« L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours ».</p>	<p>15 jours, soit le 19/09/2019</p>	<p>Le plan a été transmis. Il comprend l'ensemble des stockages (écorces, sciures, plaquettes, mur anti-bruit réalisé avec des rondins, et un parc à bois).</p>    
<p>7.4.1 : « pour les stockages à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible, des eaux pluviales s'y versant ».</p>	<p>15 jours, soit le 19/09/2019</p>	<p>Les rétentions contrôlées étaient vides.</p>
<p>1.3.1 et 1.5.1 :</p> <p>« Les installations et leurs annexes, objet de l'arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ».</p> <p>« Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier est portée à la connaissance du préfet (...) ».</p>	<p>3 mois, soit le 02/12/2019</p>	<p>Un porter-à-connaissance sera transmis à la DREAL avec la mise à jour de l'étude de dangers. Le devis a été signé le 2/10/2019.</p>
<p>8.2.2 :</p> <p>« L'étude concernant l'évaluation des impacts sanitaires des installations et activités sur la population avoisinante est mise à jour cinq ans après la mise en fonctionnement des installations ».</p>	<p>6 mois, soit le 02/03/2020</p>	<p>Un devis a été signé le 2/10/19 avec un cabinet d'études.</p>

Référence de l'article Dispositions de l'article à respecter	Délai à compter de la notification du présent arrêté	Commentaires
7.5.1.1 : « Les stockages de bois assurés à l'extérieur des bâtiments sont organisés en îlots d'un volume maximal de 5 400 m ³ . Ces îlots sont distants, a minima, de 10 mètres entre eux, des limites de propriété et de tous bâtiments, équipements et installations du site ».	1 mois, soit le 02/10/2019	Le jour de l'inspection, les distances des limites de propriété, des bâtiments, des équipements et des installations du site étaient respectées.
8.2.6.1. : « Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues ».	1 mois, soit le 02/10/2019	Le registre a été transmis à l'inspection. Il apparaît qu'il est incomplet car les numéros des BSDI n'y figurent pas. L'exploitant devra compléter le document.
4.1.1 : « Le prélèvement d'eau du réseau public est au maximum de 500 m ³ ».	6 mois, soit le 02/03/2020	Cette demande fera l'objet d'un point dans le porter-à-connaissance.
7.5.7.1 : « Les deux bassins sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation ».	15 jours, soit le 19/09/2019	Les bassins ont été vidés et l'exploitant a mis en place un repère de niveau. 
Arrêté ministériel du 20 novembre 2017 « L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique ».	Sans délai	L'exploitant a fourni la liste des équipements sous pression comme indiqué dans l'arrêté ministériel du 20/11/2017. La société SOCOTEC a, par ailleurs, effectué le contrôle des 8 réservoirs et confirmé par mail du 12/12/19 le maintien des équipements en service.

Constats réalisés le 4 octobre 2019 :

- **Article 8.2.6.1 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2012 – Analyse et transmission des résultats d'auto-surveillance des déchets**

L'exploitant a mis en place un registre de suivi de sa production de déchets, avec les tonnages produits mais les numéros de BSDI n'y figurent pas.

Observation 1 : conformément à l'article 8.2.6.1 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2012, et à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012, les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini.
L'exploitant devra ainsi renseigner un registre répondant aux conditions édictées dans l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012.

- **Article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2012 – Origine des approvisionnements en eau**

Il a été constaté que le prélèvement d'eau sur le réseau public est de 556 m³. L'exploitant devra justifier son augmentation dans le porter-à-connaissance.

Observation 2 : conformément à l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2012, les prélèvements d'eau maximal annuels dans le réseau public est de 500 m³.

CONCLUSION

La visite a permis de relever qu'un certain nombre de non-conformités ont été levés. L'exploitant devra répondre aux 2 observations formulées ci-dessus.